

Lignes Directrices

Étude de faisabilité / Diagnostic Approfondi



Égalité de Genre :

**Un levier du
Renforcement des
Ressources Humaines
en Santé Publique
dans l'Espace
Francophone de la
CEDEAO**

Version du : 06/04/2023

Table des matières

I. Présentation d'Expertise France	3
II. Contexte et justification	3
a. Le secteur des RHSP et la gestion des crises sanitaires en Afrique de l'Ouest.....	3
b. Brève présentation du diagnostic initial.....	4
c. Rappel synoptique du projet RHSP.....	5
III. Objectifs du diagnostic complémentaire, résultats attendus et livrables	6
a) Objectifs de la mission.....	6
b) Résultats & Livrables attendus.....	7
IV. Méthodologie et qualifications requises	12
1) Périmètre de réalisation de la mission :	12
2) Démarche méthodologique	12
3) Compétences attendues	13
4) Budget et rémunération	14
V. Calendrier des réalisations et validation des livrables	14
i) Durée estimée et calendrier d'exécution de la prestation	14
ii) Rappel des livrables attendus dans le cadre de la prestation.....	14
iii) Procédure de validation des livrables	16
VI. Proposition d'offre de missions	16
VII. Les Annexes	16

I. Présentation d'Expertise France

Établissement public placé sous la double tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, Expertise France est l'agence française de coopération technique internationale. Elle a été créée par la loi du 7 juillet 2014 relative à la politique de développement et de solidarité internationale.

Agence publique, Expertise France est une filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

Expertise France répond aux besoins d'expertise des pays partenaires dans les principaux domaines de l'action publique : gouvernance démocratique, économique et financière ; paix, stabilité et sécurité ; climat, biodiversité et développement durable ; santé et développement humain. L'égalité de genre est au cœur de son action, à travers son intégration dans tous les projets qu'elle met en œuvre.

Expertise France est un acteur de terrain qui développe des solutions innovantes répondant aux besoins de ses partenaires et aux attentes des bailleurs de fonds. Promouvant le transfert de savoir-faire et le dialogue entre pairs, nos interventions visent à renforcer les capacités des pays partenaires à définir et mettre en œuvre des politiques publiques de qualité.

Dans le domaine spécifique du développement humain, le département Santé d'Expertise France met en œuvre la stratégie française en santé mondiale sur le terrain, en agissant pour le renforcement des systèmes de santé, principalement dans les 19 pays prioritaires du Comité interministériel de la coopération internationale et du développement, à travers la mobilisation d'experts techniques et le financement de projets, tout en défendant une approche de la santé par les droits. Les priorités d'actions pour l'agence en matière de santé sont :

- Le renforcement des systèmes de santé et la lutte contre les maladies
- Le renforcement de la sécurité sanitaire au niveau international
- La promotion de la santé des populations à travers l'approche One Health
- La promotion de l'Expertise, de la Formation, de la Recherche et de l'innovation française et francophone

C'est fort de cette expérience que l'Agence Française de Développement (AFD) confie au Département Santé d'Expertise France, la mise en œuvre du projet « Faire de l'égalité de genre, un levier du renforcement des ressources humaines en santé publique dans l'espace francophone de la CEDEAO » ; un projet multi pays d'une durée de 48 mois et pour un budget de 4,460 M€.

II. Contexte et justification

a. Le secteur des RHSP et la gestion des crises sanitaires en Afrique de l'Ouest

Les pays francophones d'Afrique de l'Ouest ont adopté des politiques et stratégies nationales en faveur du renforcement et de la valorisation des ressources humaines en santé (RHS). Toutefois, ces stratégies ciblent surtout les personnels soignants, médicaux et paramédicaux, et ne prennent pas en compte les spécificités propres aux personnels spécialisés en santé publique.

De plus, les pénuries de personnel qualifié restent alarmantes dans chacun des pays. On observe une répartition géographique inéquitable des RHS sur le territoire, ainsi qu'une faible productivité, en l'absence de systèmes d'évaluation des performances et de conditions de travail attractives.

L'Afrique de l'Ouest, est une région particulièrement exposée aux épidémies (Ebola et Zika). Des stratégies, régionales et sous régionales, ont été développées afin de renforcer la résilience des systèmes de santé face aux risques de catastrophes sanitaires. Toutefois, la mise en œuvre de ces stratégies reste insuffisante dans la région, en témoigne son classement parmi les derniers dans le Global Health Security Index. Par ailleurs, les solutions déployées sont encore trop aveugles au genre alors même que les femmes et les hommes ne sont pas affecté.e.s de la même manière, tant par les virus, que par les mesures qui sont mises en place pour y répondre et les conséquences socioéconomiques qui en découlent.

Aujourd'hui, plus de 75 % des maladies infectieuses émergentes sont des zoonoses, soit des maladies causées par des agents infectieux qui se transmettent entre les animaux et les humains (e.g Zika, Ebola et COVID19). Ces émergences et réémergences sont profondément liées aux pressions exercées sur l'environnement, qui augmentent les contacts entre faune sauvage, animaux domestiques et humains, hôtes des agents pathogènes responsables de ces maladies.

L'exposition à des risques environnementaux et infectieux est intrinsèquement traversée par des enjeux de genre du fait que les hommes et les femmes ont des rapports différents à l'environnement.

Il est dès lors nécessaire d'avoir une démarche holistique préventive par une approche « une seule santé » (One Health) intégrant santé humaine, santé animale et santé environnementale, sensible au genre, visant à prévenir l'émergence de nouvelles maladies infectieuses plutôt que de ne chercher qu'à freiner leur diffusion.

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a identifié des domaines d'activités prioritaires pouvant bénéficier des approches One Health et a recommandé à l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) de mettre en place un mécanisme régional de communication et de coordination entre les pays de la CEDEAO.

L'opérationnalisation de ce mécanisme ainsi que la formation des cadres de santé publique à une approche One Health sensible au genre est donc aujourd'hui un enjeu majeur pour la région.

Aujourd'hui, les efforts sont insuffisants tant en matière d'analyse des besoins en compétences, que de réponses à apporter en matière de planification, notamment de renforcement des offres de formations et de politiques RH.

Les cadres en santé publique aux niveaux centraux et déconcentrés sont bien souvent en nombre insuffisant, avec un accès limité à des opportunités de formation à la hauteur des enjeux rencontrés, notamment s'agissant de la prise en compte des enjeux de genre ou de l'approche One Health. Alors que les femmes sont particulièrement impactées par les pandémies, leur accès à des postes à responsabilité en santé publique est limité et elles sont souvent sous-représentées dans le secteur de la recherche-action et dans les espaces de prise de décision et de gouvernance de la sécurité sanitaire.

Le projet de résolution de février 2020 de l'OMS sur le Renforcement de la préparation aux situations d'urgence sanitaire prévoit expressément la nécessité d'associer les femmes à la prévention et la gestion des crises sanitaires.

b. Brève présentation du diagnostic initial / 1^{ère} étude de faisabilité

Le département santé de l'AFD, en abrégé SAN, a mobilisé une Facilité d'Amorçage, de Préparation et de Suivi de Projets (FAPS) afin de financer les études et analyses préliminaires à mener au cours de l'instruction du projet «Renforcement des ressources humaines en santé publique dans l'espace francophone de la CEDEAO ».

Cette mission a été confiée au CREDES devenu GINGER International et consistait à mener une étude de faisabilité prenant en compte les enjeux spécifiques de genre et permettant (i) de sélectionner les pays d'intervention et les partenaires au projet (ii), d'analyser les enjeux et besoins pour définir les axes d'intervention prioritaires et les résultats attendus aux niveaux

régional et national et (iii) d'élaborer la documentation projet. L'étude n'a pu être réalisée qu'en Guinée Conakry et au Bénin.

L'étude de faisabilité ou diagnostic initial devait être menée en 3 phases:

- **Phase 1** : Sélection des pays.
- **Phase 2** : Analyse des enjeux et des besoins, définition des axes d'intervention prioritaires et des résultats attendus.
- **Phase 3** : Élaboration de la documentation projet.

Les livrables attendus pour l'étude étaient les suivants :

Pour la Phase 1, il était attendu une analyse du contexte du secteur des RHSP par pays pré-identifié sur la base d'une revue de la littérature et d'entretiens à distance pour la préparation de la sélection des pays ciblés.

Pour la Phase 2, il était attendu une analyse des enjeux et besoins aux niveaux national et régional et définition des axes d'intervention prioritaires et des résultats attendus comprenant:

- Une analyse des grands enjeux et priorisation des besoins en sécurité sanitaire/One Health/gestion de crises, genre et RHSP ;
- Un état des lieux des initiatives existantes répondant aux besoins identifiés en sécurité sanitaire/One Health/gestion de crises, genre et RHSP ;
- Des propositions d'activités à mettre en œuvre dans le cadre du projet.

Pour la Phase 3, il était attendu, une documentation Projet proposant des orientations stratégiques, techniques et budgétaires, ainsi que des recommandations opérationnelles afin de permettre à l'AFD et ses partenaires de construire le projet, structuré autour des enjeux de genre, de la sécurité sanitaire et des RHSP.

Compte tenu de certaines difficultés, toutes les attentes de la mission n'ont pas été comblées. Contrairement au cahier de charges, le diagnostic initial a été fait uniquement au Bénin et en Guinée ; le volet régional n'a pu être réalisé. La mission de faisabilité n'a pas permis de recueillir l'ensemble des informations attendues et il s'agira donc de compléter cette mission de faisabilité par un diagnostic complémentaire permettant, entre autres, de nourrir la stratégie d'intervention au niveau régional, renforcer l'approche genre dans la logique d'intervention, et obtenir une meilleure compréhension des besoins en matière de RHSP dans la sous-région.

Toutefois, une offre technique et financière a été développée par Expertise France, offre qui doit être confrontée aux réalités et aux besoins des bénéficiaires. D'où la demande de réalisation d'un diagnostic complémentaire et approfondi, objet des présents TDR, en vue de l'amélioration de la dite OTF.

a. Rappel synoptique du projet RHSP

L'offre technique proposée par Expertise France a mis l'accent sur la nécessité de renforcement des capacités institutionnelles et de pilotage à deux niveaux pour impacter positivement sur les ressources humaines en santé publique en matière de sécurité sanitaire internationale suivant une approche One Health et sensible au genre.

Le premier niveau d'intervention implique les organisations régionales africaines comme entres OOAS, RCC d'Abuja de A.CDC, OMS Afrique...

Le second niveau d'intervention concerne l'ensemble des pays francophones de la CEDEAO.

La méthodologie d'intervention vise à adopter une approche multidimensionnelle et multisectorielle de la question des RHSP en matière de SSI. À ce titre, pour l'atteinte des résultats et rendements attendus, Expertise France propose la mise à disposition des organisations cibles et des pays d'intérêt un dispositif d'assistance technique (DAT).

La finalité du projet vise à contribuer à la réduction des inégalités de genre et de la mortalité face aux crises sanitaires dans les pays francophones de la CEDEAO d'ici 2030.

Plus spécifiquement, le projet vise à ce que les capacités de gestion et de production des RHSP dans les pays francophones de la CEDEAO s'améliorent et s'adaptent pour prévenir, détecter et répondre aux crises sanitaires dans une approche One Health, sensible au genre.

A cet effet, les actions entreprises viseront les résultats ci-après :

Résultat 1 : Les acteurs intervenants dans les RHSP, les politiques RHSP, les offres de formation et les compétences en RHSP, sont connus et analysés sous le prisme du genre et de l'approche One Health.

Résultat 2 : Les institutions sous régionales chargées des politiques de développement des RHSP en matière de SSI /OH / Genre sont en capacité d'assurer leur mission de coordination, de production de cadres et référentiels, de suivi et de contrôle en prenant en compte les enjeux de genre.

Résultat 3 : Les politiques de développement des RHSP nationales sont harmonisées avec le niveau sous régional (Afrique de l'Ouest) pour qu'elles soient conformes aux standards de qualité OMS intégrant l'approche Genre et One Health.

Résultat 4 : Les institutions de formations étatiques et non étatiques des pays francophones de la CEDEAO sont en capacité de renforcer les formations existantes en SSI, de proposer et d'assurer des formations complémentaires de qualité en matière de SSI/OH/Genre et conformes aux standards de qualité OMS en tenant compte des enjeux de genre.

PS/ Pour plus de détails voir l'OTF d'Expertise France

III. Objectifs du diagnostic complémentaire / approfondi, résultats attendus et livrables

Les présentes lignes directrices sont relatives à un diagnostic complémentaire et approfondi à mener pour la validation des orientations stratégiques et des activités à développer dans le cadre du projet multi-pays RHSP. Ces lignes directrices visent à définir, préciser les objectifs, la méthodologie, les différentes phases, les résultats attendus, les livrables attendus à la fin du diagnostic complémentaire, afin d'obtenir d'une part une cartographie des enjeux RHSP/SSI/One Health/Genre, et d'adapter les actions à mener avec les réalités des pays et institutions bénéficiaires.

a) Objectifs de la mission

A la suite de l'étude de faisabilité réalisée en été 2022 et sur la base de l'OTF d'Expertise France, il s'agira de réaliser un diagnostic complémentaire et approfondi prenant en compte les enjeux spécifiques de genre et permettant (i) d'identifier et de valider le périmètre de mise en œuvre, les pays d'intervention, les partenaires au projet (ii) d'analyser les enjeux et besoins en lien avec la thématique pour définir les axes d'intervention prioritaires et les résultats

attendus aux niveaux régional et national et (iii) de formuler des recommandations pour adapter l'OTF d'Expertise France aux réalités du terrain.

b) Résultats & Livrables attendus

Le diagnostic complémentaire doit aboutir sur trois livrables :

Livrable 1 : Analyse des grands enjeux RHSP et priorisation des besoins en SSI/One Health/gestion de crises/genre à travers :

- i. Un état des lieux et analyse SWOT des politiques RHSP en matière de SSI, intégrant une analyse de l'approche Genre et One Health dans l'espace francophone de l'Afrique de l'Ouest.

Cet état des lieux devra être réalisé à l'échelle du sous-continent Afrique de l'Ouest, auprès des organisations régionales en charge de la santé publique et précisément sur les questions de gestion de crise/One Health/genre, et plus spécifiquement auprès des pays francophones de l'espace CEDEAO.

⇒ A l'échelle régionale : Il s'agira d'identifier et de répertorier auprès des organisations sous régionales les différents documents de politiques et outils de pilotage RHSP et les analyser :

- Sous l'angle des enjeux de genre (égalité de genre, production et analyse des données de santé publique sexo-spécifiques...), notamment l'existence de politiques de facilitation de la mobilité géographique et professionnelle des femmes, l'existence de dispositifs pour lutter contre les violences basées sur le genre, de dispositifs pour la promotion des femmes, de politiques en matière d'égalité salariale etc. Cette analyse permettra de déterminer les atouts, les opportunités, les forces et les faiblesses de ces politiques afin de formuler des recommandations pertinentes sur les axes à renforcer.
- Sous l'angle de l'approche inter sectorielle afin de s'assurer de la prise en compte de l'approche One Health.

⇒ Au niveau des pays francophones de la CEDEAO où il s'agira d'identifier, catégoriser et répertorier les différents documents de politiques RHSP existants et ou en cours de révision ou d'élaboration ; puis les analyser sous l'angle de l'approche genre et One Health suivant la même démarche méthodologique que celle opérée au niveau de la sous-région.

Cet état des lieux doit aboutir à l'élaboration d'une analyse des politiques RHSP au niveau régional et national, d'une cartographie des documents de politiques RHSP mettant en exergue les documents restant à développer (notamment sur l'aspect genre) ou existants mais non opérationnalisés et faisant apparaître les obstacles et les freins à la prise en compte de la dimension genre et One Health dans les politiques des RHSP

ainsi que les recommandations. La méthodologie pour y parvenir doit être développée et proposée dans l'offre du consultant.

- ii. Un état des lieux des projets similaires et de l'écosystème des partenaires intervenant en SSI / One Health /Genre / RHS.

Le projet intervient dans une géographie et dans un environnement où de nombreuses initiatives sont en cours en matière de RHSP, comme entre autres celles participant à la Team Europe Initiative des Instituts Nationaux de Santé Publique (TEI INSP) et à la TEI portant sur les enjeux de Sécurité Sanitaire et One Health (TEI SSI/OH) qui précise que le renforcement des RHSP est un enjeu clé et constitue le deuxième pilier (sur 5) de la logique d'intervention de la dite TEI. A ces initiatives, il faudra ajouter celle portée par Expertise France pilotée par l'initiative à travers son canal pilote qui soutient la formation des épidémiologistes de terrain «Une seule santé» pour l'espace CEDEAO – Programme BEFLTP-2 en partenariat avec l'université Joseph KI-ZERBO du Burkina Faso et l'ISPED de Bordeaux. Il y a également le projet INSPIRE-UAC « Innovation Santé Publique Internationale Recherche Enseignement - Université d'Abomey Calavi » au Bénin. Porté par l'Université d'Abomey Calavi et l'Université de Limoges, il a pour ambition de structurer l'offre de formation en santé publique à tous les niveaux de la filière universitaire (LMD), en renforçant les capacités humaines dans ce domaine tout en veillant à l'équité et au développement durable. Ce projet est aussi mis en œuvre en partenariat avec l'Université Paris Cité et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

Dès lors, dans une approche complémentaire et pluridisciplinaire, et surtout pour un ciblage précis et cohérent du projet, il s'avère indispensable pour l'équipe de consultant.es de peaufiner les connaissances sur les projets RHSP existants dans la zone cible ; d'en apprendre davantage sur les partenaires techniques et financiers actifs qui soutiennent les mêmes thématiques et de comprendre leur logique d'intervention, d'analyser les atouts et les limites des différentes initiatives.

Le diagnostic complémentaire devra s'appuyer sur les organisations telles que RCC d'Abuja de A.CDC, OOAS de Ouaga, OMS Afrique, les représentations sous régionales de la Banque mondiale, de la BAD et autres PTF, des instituts nationaux et régionaux de formation et autres acteurs clés pour obtenir les données probantes sur les initiatives existantes en matière de SSI, One Health et genre.

Cet exercice devra aboutir sur une cartographie avec une désagrégation géographique puis par projet, par partenaire, par financement, par modalité ou approche d'intervention.

- iii. Un état des lieux des RHSP existantes et identification des besoins en métiers et compétences en Santé Publique pour l'atteinte des objectifs SSI/One Health et sensible au genre.

Cet état des lieux se fera en deux temps :

- a) Il s'agira pour l'équipe de consultants de compiler les informations sur la situation des RHSP dans les pays francophones de la CEDEAO. Ces informations seront désagrégées par métiers et nombre de personnels sexo-différenciés impliqués dans la prévention, dans la détection et dans la réponse aux crises sanitaires, ainsi que les

personnels encadrant et cadres dirigeants, par domaine, par niveau. One Health (ministères de l'agriculture, de la pêche, de l'environnement ;

Pour un accès facilité à ces informations, Expertise France encourage le recours à des consultants locaux qui, en lien avec les DRH, aideront à identifier les besoins théoriques en RHSP au niveau national. Ce travail primordial permettra d'améliorer les activités proposées dans le document projet.

L'analyse des données devra porter d'une part sur les écarts et les besoins de RHSP, et d'autre part sur la place, le rôle et le niveau de responsabilité des femmes dans la chaîne de commandement et de décision ainsi que les inégalités de genre (ex : inégalités salariales entre hommes et femmes, inégalités en matière d'évolution de carrière etc.) en matière de prévention, détection et gestion des crises sanitaires.

Cet exercice aboutira à une cartographie des RHSP sexo-spécifiques dans les pays francophones de la CEDEAO.

- b) Il s'agira de recenser les besoins en métiers et compétences dans la sous-région en confrontant la cartographie à l'analyse des référentiels existants dans la sous-région et au niveau international. L'identification des besoins en métiers et compétences pourra s'effectuer ainsi à plusieurs niveaux :
 - À travers les besoins prescrits (recommandations internationales) ;
 - À travers les besoins identifiés au niveau des organisations sous régionales, des ministères des pays de la sous-région.

Ce travail permettra de disposer d'une cartographie et d'une analyse des besoins en métiers et compétences en santé publique dans l'espace francophone de la CEDEAO avec un prisme genre.

- iv. Un état des lieux des institutions de formations en Santé Publique et leurs offres de formations, ainsi qu'une analyse de leurs besoins (organisationnel, gouvernance, pédagogique + intégration du genre et One health).

Il s'agira de :

- 1) Répertorier les institutions de formations en santé publique dans l'espace francophone de la CEDEAO avec une désagrégation entre autres, par pays, type d'institution (INSP, faculté...), offres de formation, type de formation (continue, initiale...), principales formations développées... Un focus doit être fait sur les formations en SSI.
- 2) Analyser les besoins de renforcement des institutions de formation sur le plan organisationnel, gouvernance et pilotage, sur le plan académique, et sur le plan de l'intégration du genre et du One Health dans leur offre de formation. Cette analyse des besoins peut s'opérer par le biais de l'administration de questionnaire, par des entretiens, par la revue documentaire (rapports annuels, les statistiques sur l'insertion des diplômés etc...). En matière de genre, devront être identifiés et analysés les barrières et les freins à l'égalité professionnelle dans les instituts de formation, l'existence de plans d'action genre, de

formations du personnel sur les questions de genre ou encore de dispositifs pour prévenir les violences sexistes et sexuelles, et pour concilier la vie étudiante et vie de famille, ainsi que les barrières à la scolarisation des femmes dans les filières relatives aux RHSP.

- 3) Identifier les institutions de formation que le projet pourra appuyer selon des critères à proposer dans l'offre permettant soit de renforcer les formations existantes en SSI, ou soit de proposer et assurer des formations complémentaires de qualité en matière de SSI / One Health / Genre et conformes aux standards de qualité OMS (composante 2).

A l'issue de l'état des lieux, l'équipe de consultants devra formuler à l'endroit des institutions de formation identifiées, des pistes de réflexion et plans d'action qui participent à la transformation des discriminations, à la prévention des violences sexistes et sexuelles, et encourage une mixité sociale égalitaire, respectueuse des diversités pour une gouvernance égalitaire.

En résumé, ce livrable constituera la base de travail pour la priorisation, la réorientation des actions proposées et/ou la proposition d'actions nouvelles dans l'Offre technique. Il sera consigné dans un document unique, analysé sous le prisme du genre et appelé « **Cartographie des enjeux de RHSP/SSI/One Health dans l'espace francophone de la CEDEAO** », et faisant ressortir :

- ✓ les organisations régionales en santé compétentes dans le domaine du développement des politiques RHSP/SSI/One Health;
- ✓ les politiques actuelles, stratégies et documents cadres, plans et outils de collectes des données existants en matière de RHSP/SSI/One Health sensible au genre au niveau des organisations régionales africaines compétentes;
- ✓ les offres de formation (référentiels, curricula...) en SSI/One Health/genre existantes ou en cours de développement au niveau des organisations régionales compétentes;
- ✓ les institutions compétentes, les politiques et stratégies, documents cadres et les outils de pilotages disponibles au niveau national pour le pilotage, la gestion des RHSP dans les pays francophones du Golfe de Guinée ;
- ✓ les acteurs impliqués dans la santé publique, les besoins théoriques en RHSP en quantité et en qualité dans les différents pays francophones du Golfe de Guinée avec une identification des besoins en métiers et compétences ;
- ✓ les PTF et autres bailleurs actifs dans le même secteur, ainsi que les projets similaires dans les pays francophones du Golfe de Guinée ;
- ✓ les offres de formation (référentiels et curricula de formations...) existants au sein des pays francophones de la CEDEAO ;
- ✓ les instituts de formation à soutenir et leurs spécificités (notamment INSP/IRSP vs universités...), les besoins de renforcement des offres de formation, notamment interdisciplinaire et à portée régionale dans l'espace francophone de la CEDEAO;

Livrable 2 : *Élaboration d'un plan d'action genre (PAG) dans une perspective de stratégie genre intégrée visant les bénéficiaires du projet, les partenaires de mise en œuvre, l'équipe projet, les équipes des ministères et organisations sous régionales partenaires.*

NB : se référer à la trame PAG en annexe

Ce PAG comportera entre autres :

- L'intégration ou redimensionnement du genre dans le cadre logique, les résultats et activités du projet, y compris dans l'organisation et la gestion opérationnelle du projet. Le PAG devra être articulé avec le cadre logique afin que les éléments du PAG puissent y être intégrés ;
- L'optimisation des synergies et la coordination entre les activités spécifiques de renforcement de l'égalité de genre identifiées dans le PAG et les autres outils et pratiques du projet dans un objectif de qualité et de durabilité.
- Les actions en matière de genre détaillées et comprenant un budget, des ressources humaines et financières, des responsabilités pour la mise en œuvre, des éléments de formation et/ou de renforcement de capacités si nécessaire, ainsi qu'un dispositif de suivi-évaluation comprenant notamment les objectifs à atteindre et des indicateurs de suivi et de résultats objectivement vérifiables pour chaque résultat attendu du projet en lien avec les partenaires de mise en œuvre et le chargé de suivi évaluation ;
- Proposition d'actions de formations genre et d'accompagnement à l'adresse de l'équipe projet et les partenaires de mise en œuvre connus.

Le PAG apportera une attention particulière aux femmes et à l'application des principes d'équité dans les différents domaines ciblés par le projet.

Livrable 3 : *Production d'une offre technique et financière révisée et adaptée aux besoins identifiés*

Sur la base des deux premiers livrables, et de l'Offre Technique et Financière (OTF) avec ses annexes produits par Expertise France, l'équipe de consultant.e.s sera en charge de faire des recommandations d'adaptation de l'offre technique pour qu'elle réponde aux besoins des bénéficiaires, dans laquelle les enjeux de genre devront occuper une place centrale. Il sera attendu précisément de l'équipe de consultant.es :

1. Un rationnel avec une analyse justifiant la proposition de choix de pays d'intervention parmi les 4 pays francophones du Golfe de Guinée, pour devenir bénéficiaires directs des actions visant l'atteinte des résultats 2 et 3 de l'OTF, permettant ainsi une validation des pays d'intervention par l'AFD
2. Un rationnel avec une analyse justifiant le choix des instituts de formations étatiques ou non étatiques, nationaux ou régionaux qui seront les bénéficiaires directes des actions relatives à la composante 2 à savoir le renforcement et ou création de nouveaux curricula en SSI/One Health/Genre, en formation initiale et ou continue.

3. Une note présentant des propositions d'activités par composante sur la base des besoins complémentaires identifiés. Elle doit permettre de revoir l'OTF d'EF, ainsi que son cadre logique détaillé et proposer des activités et des indicateurs désagrégés par sexes, des indicateurs genre au niveau régional et national pour chaque composante (y compris analyse des risques), et le chronogramme prévisionnel sur les 4 années du projet.
4. Des recommandations sur la structure, le plan de charges en fonction des nouvelles orientations de l'offre technique.
5. Des propositions concrètes quant à l'ancrage institutionnel le plus propice, au mode opératoire incluant des recommandations sur les opérateurs à mobiliser, les enjeux de coordination de ces opérateurs, la gouvernance du projet.

IV. Méthodologie et qualifications requises

1) Périmètre de réalisation de la mission :

Le diagnostic complémentaire concernera les acteurs, les politiques RHSP en matière de SSI, les enjeux de genre, One Health, les offres de formations et outils de pilotage :

Pour les besoins du R2 et R3 du projet :

- À l'échelle régionale, les organisations en charge des RHSP comme l'OOAS, l'UEMOA, Africa CDC (RCC d'Abuja), OMS Afrique, Académie de l'OMS, les réseaux et programmes régionaux (IANPHI, REFSAO, REFESP).
- À l'échelle des pays, doivent être visités les pays francophones du golfe de Guinée (Bénin, Guinée, Togo, RCI).

Pour les besoins du R4 du projet :

- Le diagnostic doit couvrir l'ensemble des pays francophones de la CEDEAO (Benin, Burkina Faso, Guinée Conakry, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo)
- Les universités, instituts et tout autre acteur ou réseau d'acteurs proposant notamment des formations en SP, étatiques et non étatiques des pays cibles
- Les instituts de formations en SP sous régionales,

2) Démarche méthodologique

Pour garantir la cohérence globale et l'articulation avec les premières études menées et l'OTF d'EF, le chef de projet d'EF facilitera la réalisation de la mission auprès des organisations régionales et auprès des pays cibles. Il aura en charge la coordination globale du diagnostic complémentaire/approfondi. L'équipe de consultants devra désigner un chef d'équipe qui sera l'interlocuteur du chef de projet. Le chef de projet d'EF veillera à la cohérence d'ensemble des livrables et de la mission en générale.

La méthodologie proposée par l'équipe de consultants devra prévoir des missions dans les pays francophones du golfe de Guinée et auprès de l'OOAS et de Africa CDC (RCC d'Abuja) à minima.

Les missions pays devront veiller à impliquer au mieux les acteurs locaux. Il est attendu de l'équipe de consultant.e.s de soumettre dans le cadre de son offre technique une proposition de trame de grille d'analyse pays ainsi qu'une liste d'acteurs clés complétée.

La qualité, la pertinence et le caractère opérationnel de ces documents seront un des critères clé dans la sélection des offres.

Le diagnostic complémentaire / approfondi devra suivre le séquençage des phases ci-après :

- **Phase 1** : Revue documentaire et analyse contextuelle du secteur des RHSP et des enjeux de genre dans les pays francophones de la CEDEAO et auprès des organisations régionales en santé. Ce travail se fera à distance.
- **Phase 2** : Elle consiste en des missions terrains. Les missions doivent être réalisées dans au moins 3 pays francophones du Golfe de Guinée et au moins auprès de deux organisations sous régionales de préférence l'OOAS et A.CDC (RCC d'Abuja).
- **Phase 3** : Rédaction des livrables et leurs annexes.
- **Phase 4** : Restitution pour validation.

Une séance de préparation avec les équipes d'Expertise France et l'AFD sera organisée en amont du démarrage de la mission. Le calendrier d'instruction et la méthodologie seront discutés à l'occasion du premier échange. Des points réguliers seront organisés entre les équipes d'Expertise France et l'équipes de consultant.e.s tout au long de la mission.

3) Compétences attendues

Le diagnostic complémentaire/ approfondi sera confié à un bureau d'études ou un groupement de bureaux d'études pouvant mobiliser une équipe pluridisciplinaire dirigée par **un/une chef.fe d'équipe** sénior, disposant d'une expertise en ingénierie de projet, et qui assurera avec le chef de projet d'EF la cohérence de la prestation et l'articulation globale entre les différents axes de l'étude et en particulier la transversalité de l'analyse genre. En outre, l'expertise provenant de la sous-région Ouest Afrique sera valorisée pour la sélection de l'équipe de consultant.e.s.

Ce sous-paragraphe a vocation à donner quelques indications quant aux compétences et qualifications que l'équipe de consultant.e.s devra mobiliser pour la réalisation des trois livrables attendus du diagnostic complémentaire.

Également, il sera attendu de l'équipe de consultant.e.s de mobiliser ces compétences et qualifications en synergie pour s'inscrire dans l'approche multisectorielle et transversale attendue dans le cadre du projet.

L'équipe de consultant.e.s devra impérativement disposer de l'ensemble des expertises présentées ci-dessous. Toutefois ces indications sont non-exhaustives. Les soumissionnaires pourront présenter toutes compétences complémentaires qu'ils jugent utiles pour la bonne mise en œuvre de la prestation.

- **Expert court terme 1** : Il s'agit d'un.e Expert.e Technique genre avec une connaissance approfondie des concepts et enjeux de genre et une spécialisation dans les domaines de la santé publique ainsi que la maîtrise des outils quantitatifs et qualitatifs à une analyse genre et de conception de projets dont l'objectif principal est la réduction structurelle des inégalités de genre.

Seront considérés les profils suivants :

- Formation initiale (Bac +5 minimum) en sciences humaines et sociales (sociologie, anthropologie, géographie, économie, science politique), incluant des acquis académiques en études de genre ;
 - Expérience démontrée en matière de réalisation d'enquêtes de terrain qualitatives et quantitatives et d'études de référence de projets de développement intégrant les enjeux de genre et d'égalité femmes-hommes ;
 - Expérience en gestion de projets de développement et bonne connaissance des approches des bailleurs de fonds en matière de genre et d'égalité femmes-hommes ;
 - Connaissances sectorielles : une bonne connaissance du secteur de la formation professionnelle avec un prisme genre ;
 - Connaissances des pays / de la région : expérience avérée sur les enjeux de RHSP en Afrique en général et en Afrique de l'Ouest et Golfe de Guinée en particulier ou à défaut de pays disposant de situations sociales et économique équivalentes ;
 - Langues : français et anglais ;
 - Compétences démontrées en matière de conduite de réunions, d'ateliers ;
 - Excellentes capacités de synthèse et rédactionnelles
- **Expert court terme 2** : Il s'agit d'un.e Expert.e Technique avec un profil RHSP ayant une expérience et des compétences avérées dans le domaine des politiques de formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique. Il/elle doit avoir également des expériences significatives en conception, développement et gestion de projet (ingénierie de projet).
- **Expert court terme 3** : Il s'agit d'un.e Expert.e Technique avec un profil santé publique ayant une expérience avérée en SSI, en approche One Health en Afrique en général et en Afrique de l'Ouest en particulier. Il/elle doit avoir une bonne connaissance et compréhension de l'écosystème régional composé des acteurs nationaux et internationaux de la sécurité sanitaire (e.g. INSP), gestion de crise et connaissances approfondies du RSI et de son opérationnalisation avec une spécialisation sur l'approche One Health.

4) Budget et rémunération

Le financement de la mission de diagnostic complémentaire sera assuré par Expertise France pour un montant maximum de Quatre Vingt Dix Mille euros (90 000 EUR). Ces coûts seront pris en charge au forfait. Les versements seront conditionnés la validation des livrables par Expertise France.

V. Calendrier des réalisations et validation des livrables

i) Durée estimée et calendrier d'exécution de la prestation

Il est souhaité que les travaux pour la mission du diagnostic soient conduits entre les mois de Mai 2023 et Juillet 2023. La remise des rapports définitifs est souhaitée pour début Septembre 2023. La disponibilité des experts proposés sur le deuxième et troisième trimestre 2023 constituera un des critères d'évaluation des offres.

ii) Rappel des livrables attendus dans le cadre de la prestation

N°	Livrables Attendus
----	--------------------

<p>Livrable 1</p>	<p>Cartographie des enjeux de RHSP/SSI/One Health dans l'espace francophone de la CEDEAO mettant en exergue :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. les organisations régionales en santé compétentes dans le domaine du développement des politiques RHSP/SSI/One Health ; 2. les politiques actuelles, stratégies et documents cadres, plans et outils de collectes des données, existants en matière de RHSP/SSI/One Health sensible au genre au niveau des organisations régionales africaines compétentes; 3. les offres de formation (référentiels, curricula...) en SSI/One Health/genre existantes ou en cours de développement au niveau des organisations régionales compétentes; 4. les institutions compétentes, les politiques et stratégies, documents cadres, et les outils de pilotages disponibles au niveau national pour le pilotage, la gestion des RHSP dans les pays francophones du Golfe de Guinée ; 5. les acteurs impliqués dans la santé publique, les besoins théoriques en RHSP en quantité et en qualité dans les différents pays francophones du Golfe de Guinée avec une identification des besoins en métiers et compétences ; 6. les PTF et autres bailleurs actifs dans le même secteur, ainsi que les projets similaires dans les pays francophones du Golfe de Guinée ; 7. les offres de formation (référentiels et curricula de formations...) existants au sein des pays francophones de la CEDEAO ; 8. les instituts de formation à soutenir et leurs spécificités (notamment INSP/IRSP vs universités...), les besoins de renforcement des offres de formation, notamment interdisciplinaire et à portée régionale dans l'espace francophone de la CEDEAO;
<p>Livrable 2</p>	<p>Mise à disposition d'un plan d'action genre (PAG) comprenant deux volets :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. L'analyse des enjeux de genre de l'existant en matière de politiques, outils, référentiels, cadres, formations... à tous les niveaux (sous régional et national). 2. Le développement d'un PAG opérationnel
<p>Livrable 3</p>	<p>Production d'une offre technique et financière révisée et adaptée aux besoins identifiés Il sera attendu précisément de l'équipe de consultant.es :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un rationnel avec une analyse justifiant le choix définitif des pays du Golfe de Guinée qui seront les bénéficiaires directes des actions relatives à la composante 1 du projet. 2. Un rationnel avec une analyse justifiant le choix des instituts de formations étatiques ou non étatiques, nationaux ou régionaux qui seront les bénéficiaires directes des actions relatives à la composante 2 à savoir le renforcement et ou création de nouveaux curricula en SSI/One Health/Genre, en formation initiale et ou continue. 3. Une note d'amélioration présentant des propositions d'activités par composante sur la base des besoins complémentaires identifiés. Elle doit permettre de revoir l'ensemble de l'OTF d'EF, ainsi que son cadre logique détaillé proposant des activités et des indicateurs désagrégés par sexes, des indicateurs genre au niveau régional et national pour chaque composante (y compris analyse des risques), et le chronogramme prévisionnel sur les 4 années du projet. 4. Des recommandations sur la structure, le plan de charges en fonction des nouvelles orientations de l'offre technique.

- | | |
|--|---|
| | 5. Des propositions concrètes quant à l’ancrage institutionnel le plus propice, au mode opératoire incluant des recommandations sur les opérateurs à mobiliser, les enjeux de coordination de ces opérateurs, la gouvernance du projet. |
|--|---|

iii) Procédure de validation des livrables

A date échu, une présentation du rapport intermédiaire sera faite à Expertise France en présence de l’AFD.

À la réception des livrables, Expertise France aura 2 semaines pour communiquer à l’équipe de consultant.es ses commentaires, ses propositions d’améliorations et ou ses demandes de précisions sur les livrables reçus.

L’équipe de consultant.e.s aura une semaine pour prendre en compte les dits commentaires et ou recommandations et proposer une nouvelle version du livrable. Expertise France aura 2 semaines pour la validation des livrables définitifs. La procédure pourra être renouvelée tant que EF ne sera pas satisfaite des livrables.

Les livrables ne seront validés que sur décision d’Expertise France après un ANO de l’AFD (bailleur). En l’absence de commentaires d’Expertise France dans les quinze (15) jours ouvrés suivant la livraison des livrables, ces derniers seront considérés comme validés.

La conformité du rapport sera appréciée au regard des critères de validation suivants : (i) la clarté et la lisibilité des livrables, (ii) le respect des délais, (iii) le respect du périmètre de la prestation demandée, (iv) le caractère opérationnel des conclusions des livrables.

VI. Proposition d’offre technique et financière pour le diagnostic complémentaire

Le dossier de candidature devra comprendre :

- Proposition technique détaillant la méthodologie avec une trame de grille d’analyse pays, une liste d’acteurs complétée, un chronogramme précis et les expériences de missions similaires (10 pages maximum) ;
- Présentation du bureau d’étude ou du groupement de bureaux d’étude ainsi que de l’équipe / des consultant.e.s (CV à joindre obligatoirement) disposant d’expériences similaires dans la région. L’expertise régionale sera valorisée pour la sélection de l’équipe de consultant.es.
- Proposition financière, incluant l’ensemble des frais et la déclinaison des jour/personnes. La proposition financière devra également intégrer une ligne « imprévus » (minimum 2% du budget total).

VII. Les Annexes

1. Les livrables de l’étude de faisabilité
2. L’Offre technique complète d’Expertise France avec l’ensemble de ses annexes
3. Trame de PAG

